

Algérie : les enjeux de la révolution.

Brochure diffusée par le bulletin électronique [Aplutsoc](#) comme contribution au débat pour le développement de la révolution algérienne et son extension internationale. Dans un esprit de démocratie ouvrière, nous accueillerons volontiers toute remarque, critique ou contribution. La révolution a besoin de la libre discussion, fusse-t-elle polémique mais sincère et fraternelle, pas de l'eau tiède.

I. Racines et portée de la révolution algérienne.

Il s'agit de la révolution prolétarienne.

Les événements en cours en Algérie constituent une révolution. La plupart des commentateurs emploient le terme, ainsi que celui, tout aussi significatif, de «*seconde indépendance*». Autant dire seconde révolution, car les Algériens justement appellent la guerre d'indépendance la révolution algérienne !

Révolution, cela signifie irruption des plus larges masses dans la sphère où se règle en temps ordinaire leur destinée sans qu'elles y interviennent. Irruption pour l'heure pacifique, en tout cas du côté de ces plus larges masses. Du côté de l'État contre lequel elles sont entrées en mouvement, il y a déjà eu violence et répression, à plusieurs reprises, et menace de carnage, depuis le début, et de nombreuses arrestations.

Ce mouvement revêt un caractère ultra-majoritaire, entraînant toutes les couches sociales à l'exception d'une, celle qui est liée à l'État et qui forme avec lui une sorte d'oligarchie mafieuse, le «système», qui est justement ce que les Algériennes et les Algériens veulent supprimer. Cela ne fait pas pour autant de la révolution algérienne un mouvement interclassiste purement démocratique, chose qui, aujourd'hui, n'existe pas. Il n'est que de voir l'inquiétude et la circonspection de tous les grands de ce monde envers le peuple algérien, qui les bouscule et les inquiète, à commencer par les dirigeants de l'ancienne puissance coloniale, la France.

Ce mouvement est bel et bien purement démocratique, et national, mais il l'est parce qu'il a un contenu social et que les forces sociales motrices en son sein, correspondant d'ailleurs à la majorité de la population, sont prolétariennes. Non seulement au sens classique de la «classe ouvrière», mobilisée dans les raffineries et dans tous les secteurs par des grèves et par le mouvement combiné d'organisation en syndicats indépendants et de reconquête de l'UGTA, mais au sens où la grande majorité, très jeune, des plus de 40 millions d'Algériennes et d'Algériens d'aujourd'hui, sont des prolétaires, n'ayant d'autre moyen de vivre que de vendre leur force de travail. **Nous parlons donc ici de la révolution prolétarienne en Algérie.**

L'importance de cette révolution et ses traits particuliers ne tiennent pas seulement à sa massivité, par elle-même remarquable : depuis fin février 2019, les manifestations réunissent la majeure partie de la population et la révolution prend donc, ceci très consciemment, le caractère d'affirmation de la souveraineté de la nation algérienne, nation démocratique de citoyennes et de citoyens. Cette massivité relève elle-même de l'assimilation des expériences de l'histoire qui structure la conscience collective de la nation et des exploités. Cette combinaison d'expériences confère ses spécificités importantes à la seconde révolution algérienne : derrière elle, elle a d'autres combats, qui déterminent l'approche organique et populaire de ses participants actuels.

Racines : la première révolution, ou guerre d'indépendance.

Elle a, en tout premier lieu, derrière elle l'expérience de la première révolution algérienne, la guerre d'indépendance. Cette expérience est double.

C'est, d'une part, le soulèvement massif de ceux que les colons appelaient les «indigènes», qui éclate dans le Constantinois en 1955 et se généralise en combinant les manifestations de masse, dont celles des prolétaires algériens émigrés en France massacrés par les flics de De Gaulle et de Papon en 1961 à Paris, et la guérilla rurale encadrée par le FLN.

Et c'est, d'autre part, l'expérience de cet encadrement, de ce chapeutage, voulu par les Fils de la Toussaint 1954 qui, lorsqu'ils décident la guerre en novembre de cette année-là, ne décident pas seulement d'affronter la puissance coloniale pour la chasser, mais aussi d'imposer à tout le peuple algérien une seule direction, la leur, en préemptant un processus insurrectionnel qui, depuis Sétif et Guelma en 1945, était engagé, et en le faisant au bénéfice des secteurs du mouvement national lié aux bourgeoisies nationales et compradores des pays arabes, avec le soutien de Nasser en Égypte, contre la tradition dont ils étaient pourtant eux-mêmes issus, celle du «messalisme» et du parti ayant, en relation avec le mouvement ouvrier français et international, initié le combat national, le PPA-MTLD (Parti du Peuple Algérien - Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques : le FLN, issu du secteur armé clandestin de ce vieux parti, a fait le choix de sa liquidation). L'insurrection fondatrice de la Toussaint 1954 comportait donc cette double dimension.

Les tragédies et les coups d'État internes qui s'ensuivirent découlent de cette opération initiale : absorption de tous les partis, associations, confréries et syndicats dans le cadre unique du FLN (sauf le MNA de Messali qu'il fallut donc détruire par la force), conflits internes au FLN étudiés depuis par Mohamed Harbi, Benjamin Stora, Gilbert Meynier, puis confiscation générale de l'appareil d'État, lors de l'indépendance, par l'Armée des frontières de Houari Boumédiène, elle-même très largement structurée par les «déserteurs de l'armée française» formés dans le cadre colonial, cela à l'encontre de l'auto-organisation populaire et des combattants de l'intérieur, refus de toutes élections libres et d'une assemblée constituante souveraine (ce que n'était pas la «constituante» élue sur listes uniques en septembre 1962), mise au pas du noyau kabyle du FLN entraînant la scission du FFS de Hocine Aït Ahmed, puis aliénation de l'indépendance relative de la centrale syndicale UGTA dans son congrès de 1964 littéralement pris d'assaut par les nervis de Ben Bella, et finalement, l'année suivante, éviction du même Ben Bella par l'homme de main des officiers de l'Armée des frontières, Boumédiène.

L'indépendance algérienne a été une vraie victoire des combats émancipateurs. Mais, pour souligner les éléments de continuité entre l'État-FLN et l'ordre ancien, au cœur même de l'État algérien, il vaut le coup de citer Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962* (Fayard, 2002). G. Meynier, mort voici deux ans, historien et humaniste d'une intégrité totale, avait (sans forcément en partager toutes les positions) soutenu les activités du centre de discussion politique qui, aujourd'hui, s'exprime dans le blog Aplutsoc :

«Les DAF [Déserteurs de l'Armée Française] ... Souvent ils ont fait l'Indochine. Soit ils ont été démobilisés à leur retour d'Indochine, soit ils ont déserté - surtout de 1957 à 1958. Les déserteurs tardifs - 1958 et après - ont généralement été sollicités par le FLN pour quitter l'armée française.

(...) Quelques-uns - les plus jeunes - rallièrent l'ALN [Armée de Libération Nationale] un peu plus tard, certains pas avant 1961 [et jusqu'en 1964], et, d'Allemagne ou d'Italie, ils rejoignirent la Tunisie en avion. (...) La majorité des officiers DAF qui s'illustrèrent ultérieurement aux postes de commandement réels de l'Algérie indépendante firent partie de ce

groupe de déserteurs par avion. Ils n'avaient jamais été au MTLD ni jamais été des militants de la cause indépendantiste comme l'étaient les fondateurs et les chefs de maquis.»

Ajoutons que ces «retours par avion» se sont effectués avec l'accord tacite, donné du sommet de l'État, des généraux français, et que ces «DAF» ont fourni l'encadrement supérieur de l'Armée des frontières et du «groupe d'Oujda» de Boumédienne, noyau de l'appareil d'État et des «organes» de sécurité cooptés à partir d'eux jusqu'à aujourd'hui.

L'État militaro-mafieux.

Ainsi prit forme un régime militaro-oligarchique se présentant comme l'héritier de la révolution algérienne et de la guerre d'indépendance. Ainsi la dynamique révolutionnaire poussant à l'expropriation des entreprises capitalistes et des propriétés foncières de la puissance coloniale fut contenue, et bien des liens néocoloniaux reconduits dans le cadre d'un État capitaliste ayant nationalisé des pans entiers de l'économie, non pour «marcher au socialisme» ainsi que certains l'ont cru ou fait croire, mais pour assurer une rente à sa couche dominante tout en empêchant les travailleurs de contrôler la production, ainsi qu'ils avaient commencé à le faire lors de l'indépendance.

La principale évolution structurelle que connut cet État fut en fait l'instauration du «code de la famille» en 1984, portant atteinte à la laïcité de l'État et institutionnalisant l'infériorité civile des femmes, en s'inspirant de la *charia*. Significativement, la couche rentière et parasitaire dominant État et société se cherchait une «source de légitimité» antérieure à la guerre fondatrice de 1954-1962, et la trouvait dans l'islam et dans l'arabité, tournant le dos à toute construction nationale démocratique.

Or la nation algérienne, constituée dans la lutte contre l'oppression impérialiste et coloniale française, avait connu une première amputation en 1962, avec l'émigration de masse des pieds-noirs (certainement inévitable pour leurs couches supérieures, mais sans doute susceptible d'être en grande partie associés à une construction nationale démocratique en rupture avec l'impérialisme), des harkis, et des Juifs.

L'islamisation du régime au nom de l'«arabité» menaçait de rétrécir encore les bases de la nation et à terme de la détruire, en minorant les femmes, en opprimant la jeunesse, en promouvant artificiellement l'arabe classique comme langue pseudo-nationale qu'il n'est pas (les langues nationales sont l'arabe populaire, le français, le tamazight et les autres langues berbères).

La révolution actuelle veut en finir avec ce régime et très clairement elle veut conquérir pleinement l'indépendance, en détruisant la couche corrompue des exploiters de l'héritage national. Le mot d'ordre des manifestations de masse, «*Nous voulons l'indépendance*», n'est pas seulement une formule symbolique, il est un cri de guerre pour ici et maintenant contre l'ordre existant au niveau national et international.

Nombreux sont les anciens combattants et combattantes des secteurs de base et des structures territoriales du FLN qui, aujourd'hui, affrontent son héritier l'État-mafia au pouvoir, au nom de cet héritage. Emblématique est le cas de Lakhdar Bouregâa, l'un des fondateurs du FFS et combattant du FLN de la première heure, arrêté en juin 2019 à l'âge de 86 ans. Les anciens combattants de la guerre d'indépendance, plus précisément les anciens soldats et sous-officiers, combattent aujourd'hui le «système»: comme le dit Djamilia Bouhired, *moudjadhida*, ce régime est issu d'un «*coup de force des opportunistes, des usurpateurs et des maquisards de la 25ème heure qui ont pris le pays en otage depuis 1962*». Aucune rhétorique ne permet plus au «système», au régime, à l'État, de faire croire que l'héritier de l'indépendance, c'est lui. Il n'en est que le prébendier et finalement, le négateur et le

fossoyeur.

Crise révolutionnaire de 1988-1989 et «guerre civile».

Mais l'expérience algérienne est plus profonde encore. En effet, c'est en 1988 qu'éclata un soulèvement de la jeunesse, de nature révolutionnaire, ébranlant le régime, en même temps que s'effritaient et s'effondraient les régimes staliniens en Europe centrale et orientale, et que basculait le système de l'apartheid en Afrique du Sud. La première des «révolutions arabes», terme usité depuis 2011, s'est en réalité produite en Algérie en 1988-1989.

Elle a été contenue par une répression barbare et par l'impasse islamiste.

La répression a eu tous les traits de la *hogra* que jeunesse, femmes et démocrates réels dénoncent dans tout le monde arabo-musulman : les flics corrompus qui exercent leur domination physique et sexuelle sur leurs victimes.

Et l'impasse islamiste ne s'est nulle part présentée ici de manière aussi absolue.

En effet les premières élections libres ont vu la victoire du FIS, le Front Islamique de Salut, «fils» du FLN par un jeu de mot algérien en langue française. Le FIS, avec la *charia*, n'avait aucun moyen et aucune volonté de satisfaire quelque besoin social et populaire réel que ce soit. Mais le FLN et l'armée ont annulé les élections au nom de la «menace islamiste», prenant en otage les couches physiquement menacées par la réaction religieuse : féministes, intellectuels, jeunes. A partir de là s'est développée une guerre civile durant douze années et faisant au moins 200.000 morts, dans laquelle d'étranges nervis à la barbe récente, habillés en islamistes, massacrèrent les habitants des quartiers populaires qui avaient voté pourtant FIS, au nom de «l'islam radical». L'Algérie a alors connu une expérience que tout le monde arabo-musulman devait connaître lui aussi : prise d'otage du peuple au moyen des islamistes eux-mêmes très largement infiltrés et empolicés, et soutien des «progressistes» à la répression militaire au nom de ce danger-là.

La masse de la population algérienne n'a pas pris part à la «guerre civile» entre Sécurité Militaire et Groupes Islamistes Armés, souvent assez consciente de la forte présence des premiers (SM) dans les seconds (GIA). Ceci différencie la «guerre civile» algérienne de la plus récente guerre civile syrienne, dans laquelle les islamistes sont apparus après coup alors que l'affrontement armé entre le régime et le peuple avait commencé. C'est pourquoi les guillemets s'imposent dans le cas algérien : le peuple s'est rapidement désengagé d'un affrontement dont il était, systématiquement, la victime désignée (de même que le peuple égyptien, d'abord mobilisé contre Morsi et les Frères musulmans, s'est désengagé et replié lorsque le général al Sissi par son coup d'État et des massacres sanglants a pris le pouvoir, en 2013).

La «guerre civile» et sa réduction progressive par des «accords de paix» successifs, ont de fait permis au régime de reconstituer un cadre politique de domination relativement stable, compensant la fin du système à parti unique et la crise ouverte depuis 1988.

Ce processus a abouti, après bien des aléas, aux présidentielles de 1999, plébiscitant moyennant force manipulations, un personnage de type bonapartiste, «candidat indépendant» issu directement de la caste de l'armée des frontières de Boumédiène: Abdellaziz Bouteflika, toujours réélu par la suite avec des majorités écrasantes.

Le printemps kabyle.

Sous la couverture d'une pseudo «démocratie présidentielle» non sans affinités, officielles aussi bien

que secrètes, avec la V^e République française, c'est fondamentalement le même régime qui s'est perpétué.

La première épreuve de force à laquelle il fut confronté fut le «printemps kabyle» de 2001, dans les régions de Bejaia et Tizi Ouzou. La Kabylie est le baromètre de l'Algérie. L'identité kabyle par rapport à la nation algérienne n'est pas un irrédentisme, mais une sorte d'avant-garde : elle se situe au cœur de la construction d'une nation démocratique, elle a été décisive dans la guerre d'indépendance, et elle a beaucoup mieux résisté que tout le reste du pays à la «guerre civile» entre «islamistes» et «éradicateurs» des années 1990, et un premier «printemps kabyle» en 1980 avait annoncé l'ébranlement à terme de tout le pays.

Inversement, la prétendue affirmation de la nation «arabe et musulmane» par le régime, intégrée à la domination impérialiste, conduit au délitement de la nation algérienne constituée dans la guerre d'indépendance, sa première révolution.

Le soulèvement de 2001 ne provenait pas des partis kabyles (FFS et RCD) qu'il a bousculés, mais de la jeunesse, et il a vu se construire une auto-organisation populaire massive, d'une double manière : celles d'assemblées générales et de comités de grève impulsés par la jeunesse urbaine, et celle des assemblées traditionnelles de villages, sans femmes, temporairement ressuscitées, les Aârch. Le développement naturel du printemps kabyle visait à entraîner toute l'Algérie avec lui.

La répression fit des centaines de mort pour isoler à tout prix le mouvement, en le faisant passer pour destructeur de la nation algérienne identifiée à l'État - notons que c'est alors que ce discours de «défense de l'État», en tant que tel, donc de l'État capitaliste et parasitaire, vit le principal parti ouvrier indépendant d'Algérie, le PT, se rapprocher ouvertement du pouvoir, nous y reviendrons.

Algérie et «révolutions arabes».

Après la révolution fondatrice de la guerre d'indépendance, la crise révolutionnaire de 1988-1989 et sa neutralisation par la «guerre civile», et l'expérience du printemps kabyle, la dernière étape de la longue marche du peuple algérien conduisant à la révolution actuelle s'est déroulée fin 2010-début 2011, directement en même temps et en résonance avec l'explosion révolutionnaire tunisienne, et à partir des zones frontalières de la Tunisie. Au bout de quelques mois, ce mouvement a reculé, se prolongeant en de nombreuses grèves, protestations de la jeunesse, initiatives de luttes contre la répression, ou contre la corruption, qui n'ont en fait pratiquement pas cessé et qui débouchent sur le soulèvement actuel.

Il est donc très important de bien comprendre en quoi l'Algérie a été à la fois partie prenante de ce que l'on a appelé les «révolutions arabes», cela à leur déclenchement même, et en quoi, en même temps, elle n'a pas connu de prolongement politique national de ce premier mouvement de la jeunesse protestant contre la *hogra* et la hausse des prix. Beaucoup de forces politiques en Algérie, dont ceux qui veulent faire passer les «révolutions arabes» pour des manipulations de «l'étranger», ont voulu occulter cette jonction de fait, finalement combinée à une sorte d'attente prudente.

C'est justement l'expérience historique de la révolution algérienne qui a produit cette combinaison d'intérêt passionné et de prudente attente, l'Algérie ayant fait l'expérience de l'utilisation de l'islamisme contre la révolution. Les quelques années durant lesquelles se déroule l'instauration d'un régime parlementaire fragile en Tunisie, l'implosion de l'État libyen, la poussée révolutionnaire puis la contre-révolution en Egypte, la guerre civile syrienne, la guerre au Yémen, sont les années de la maturation qui, en Algérie, conduit directement à la situation actuelle. Toute analyse qui, sans nier les

différences, occulte cette relation profonde et veut opposer les révolutions entre elles, est radicalement erronée et dangereuse.

En même temps que se déroulaient les terribles expériences des révolutions arabes, le peuple algérien mûrissait contre le Bonaparte, tête et pivot du régime, Bouteflika et son clan.

La présente révolution algérienne constitue la manière, admirable en vérité, dont la nation algérienne vient apporter, en relation avec la révolution soudanaise qui peut être appelée la révolution «sœur» de l'Algérie, sa contribution à la poursuite des crises révolutionnaires dans et contre les États du Proche et du Moyen Orient et d'Afrique, faisant revenir l'espoir au moment précis où les bombes et les tortionnaires des al-Sissi, des Bachar et des Haftar leur ont peut-être fait croire qu'ils avaient gagné.

Gestation de la révolution actuelle.

Sur le papier, Bouteflika a obtenu (toujours avec une assez forte abstention) 73% en 1999, 85% en 2004, 74,5% en 2009, 80,5% en 2014. On voit aujourd'hui ce qu'il en est. Son appareil central consistait dans les services de sécurité (SM, DRS, ancien «déserteurs de l'armée française») plus encore que dans l'armée, et sous son égide ont commencé les privatisations et «réformes» voulues par le FMI et la Banque mondiale, tout en veillant à ce que les mêmes clans en bénéficient.

De manière caricaturale mais bien réelle, l'intérêt du régime aurait été de le momifier pour le maintenir éternellement. De sorte que son inévitable vieillissement et sa santé sont devenus des composantes de la crise latente, puis ouverte, du régime. Cela depuis 2005 (première hospitalisation non dissimulée ... en France - bien entendu !). En 2014 il n'a pratiquement pas fait campagne, devenant bel et bien une momie. A partir de 2015 les «réformes» néolibérales se sont aggravées.

La persistance des luttes locales et sectorielles depuis 2011 conjuguée aux réactions de masse et au sentiment d'humiliation et d'indignation nationales causées par le fait d'être gouvernés par un moribond manipulé ne pouvait que conduire à une explosion si le régime choisissait de le re-présenter en 2019. La crise au sommet, avec des cassures dans la hiérarchie militaire, et le mécontentement d'en bas qui s'exprime dans les stades, montaient ouvertement. Et pourtant, ils l'ont présenté encore une fois, celle de trop, avouant leur impasse totale : l'État a besoin d'un «Bonaparte» et il n'en avait pas d'autre que cette quasi figure de cire.

L'intelligence stratégique de la masse.

La manière dont, collectivement, les masses en Algérie et au Soudan, ont avancé pas à pas depuis plusieurs mois, en occupant l'espace public par le nombre - des dizaines de millions, les plus grandes manifestations de l'histoire rapportées à la population des pays concernés, et cela dans la durée -, intègre l'expérience des «révolutions arabes» et notamment la volonté d'éviter une fausse, mais meurtrière, polarisation entre secteurs militaro-nationalistes et secteurs islamistes. Le fait qu'au Soudan ces deux secteurs soit réunis au pouvoir depuis longtemps, et qu'en Algérie l'expérience de leur «guerre civile» ait été faite, y contribue bien sûr, mais sur une base amplifiée, les foules de manifestants mettant en avant à la fois la volonté d'être «non violents», à cette étape car ils n'ont pas les armes, et de délégitimer totalement sans lui laisser de répit, le pouvoir militaire.

C'est d'ailleurs pourquoi, comme il s'agit d'un processus international, le principal coup porté à ce jour à la révolution algérienne l'a été au Soudan le 3 juin dernier, lorsque les milices Janjawids du sinistre général Hemeti ont tué des centaines de manifestantes et de manifestants à Khartoum. La révolution soudanaise n'a pas été défaite : preuve en est la poursuite d'une grève générale de fait, les

manifestations tentant de ressortir au grand jour, mais l'«accord» récemment imposé et accepté, «médiation africaine» aidant, par les structures d'organisation des manifestations (lesquelles reposent essentiellement sur des organisations de type syndical au départ), maintient le pouvoir militaire qui ne fait que promettre de partir.

Au Soudan comme en Algérie et ailleurs, la question fondamentale est celle de la destruction de ce pouvoir, donc **de la destruction de l'État en place, donc c'est la question des armes**. Et toutes les forces politiques aussi bavardes soient-elles, y compris parmi les courants révolutionnaires, sont bien silencieuses sur ce point.

La révolution algérienne est un pivot stratégique.

La révolution algérienne est articulée sur les «révolutions arabes» tout en s'en distinguant, elle entre en corrélation avec sa sœur soudanaise et avec ses voisines : sa voisine tunisienne, où le maintien de la misère populaire constitue le plus clair du bilan du fragile régime parlementaire, et sa voisine marocaine, où le grand mouvement du Rif de ces deux dernières années porte le même nom que la révolution algérienne, *Hirak*, le «mouvement», au sens le plus profond.

Elle a une grande importance pour tout le continent africain et elle y est suivie de près, car le régime algérien est le parrain des régimes présidentiels, «conservateurs» ou «socialisants», militaro-rentiers de tout le continent.

De plus, l'Algérie c'est aussi le plus grand État saharien où question touareg et immixtions impérialistes et islamistes pèsent sur l'ensemble du Sahel, particulièrement le Mali.

Enfin, bien sûr, il y a une connexion historique entre Algérie et France, entre la lutte des classes et l'histoire politique, jusque dans les délimitations et les tests s'imposant aux courants révolutionnaires, des deux pays.

II. Les questions politiques qu'affronte la révolution algérienne.

Détruire l'appareil d'État.

Détruire «le système», mettre fin au «régime» : collectivement et individuellement, c'est là ce que disent et répètent les Algériennes et les Algériens. Et cela n'a pas pour eux un sens vague, général, voire équivoque, comme lorsque certains parlent de «l'oligarchie» chez nous (à la différence de la Russie ou de l'Ukraine où le terme «oligarchie» a, comme le «système» en Algérie, un sens tout aussi précis). Il s'agit d'une couche sociale de profiteurs qui s'identifient à l'appareil d'État et dont les sommets de l'armée et des «organes» constituent le centre.

L'objectif conscient et affirmé du *Hirak*, sa raison d'être, c'est de détruire cette couche pour que le peuple puisse respirer : c'est cela la seconde indépendance. Il s'agit de réaliser la démocratie.

Il s'agit donc bien de détruire l'appareil d'État et cela serait un acte d'ordre public et d'ordre social. Quand on dit par exemple qu'en Libye, ou auparavant en Somalie, l'État s'est effondré et que désordre et terreur règnent, cela est imprécis. Ce qui s'est effondré et que l'on englobe dans la notion d'«État», ce sont les services publics. Détruire l'appareil d'État ce n'est évidemment pas détruire les services publics, bien au contraire. Les bandes armées qui pillent, rançonnent les populations et les migrants en Libye ne sont pas nées «à la faveur de l'effondrement de l'État», ce qui sous-entendrait que sous Kadhafi, il n'y avait rien de tel, ce qui est totalement faux. Ces bandes sont le prolongement direct de

l'ancien appareil d'État qui a imposé. Des «*bandes d'hommes armés*», voilà une définition de l'État chère à Engels, qui ne résume certes pas tout concernant l'État, mais qu'il conviendrait de ne pas perdre de vue pour autant.

La destruction de la bureaucratie et de l'armée permanente est une condition de la vraie démocratie - celle du *Manifeste communiste* (Marx) et de *l'État et la révolution* (le Lénine de 1917), et celle aussi de Michel Bakounine et de César de Paepe (grand socialiste belge de la 1ère Internationale qui défendait la notion de «services publics», comme l'hôpital de Bruxelles qu'il a fondé, contre l'État, son appareil, sa bureaucratie et ses bandes armées). De manière chimiquement pure, cet enjeu est mis en relief aujourd'hui par la révolution algérienne : renverser le régime, abolir le système, détruire l'appareil d'État, instaurer la démocratie, tel est son moteur.

Démocratie et assemblée constituante: position générale de la question.

L'exigence de démocratie est à la fois négative et positive. Les deux aspects sont indissociables : le côté négatif, c'est la destruction de l'appareil d'État du capital. Le côté positif, c'est la construction d'organes démocratiques réels : conseils et assemblées constituantes. Quel est le point commun, décisifs, aux conseils (conseils ouvriers, conseils d'usines, soviets) et aux assemblées constituantes ? C'est leur souveraineté.

«C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux Chambres, sans la bureaucratie professionnelle, qui conserve aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés.» Cette phrase est de Trotsky (1905), elle date des lendemains immédiats de la première révolution russe de 1905, et elle parle des soviets : elle peut, mot pour mot, être appliquée à la conception révolutionnaire de ce que doit être une assemblée constituante, et elle décrit d'ailleurs assez bien ce que fut notamment la Convention dans la révolution française en 1792-1793. Une assemblée agissante, exerçant le pouvoir réel sous le contrôle de ses mandants.

Exerçant le pouvoir réel : cela signifie que l' «exécutif» dépend du «législatif», qu'il n'y a pas d'appareil, militaire, administratif, bureaucratique, financier, autonome par rapport au pouvoir législatif démocratique, mandaté et révocable.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire, une dichotomie s'est instaurée entre les soviets, mythifiés comme des sortes d'assemblées générales permanentes (alors que leur fonctionnement, en dehors des conseils d'usines des débuts, a vite relevé, lui aussi, de la démocratie représentative plus que de la démocratie directe), et les assemblées nationales représentatives issues d'élections directes à l'échelle du pays. Suite à la dissolution de la constituante russe dont l'élection avait pourtant été permise par la révolution d'Octobre, un dogme s'est constitué selon lequel des élections à l'échelle nationale sont forcément une chose «bourgeoise». Il s'agit là d'une représentation purement fétichiste dépourvue de tout fondement matérialiste, représentation qui a été cristallisée et pérennisée par la pression du stalinisme, s'exerçant aussi sur les courants révolutionnaires qui l'ont combattu.

Rappelons que c'est Rosa Luxembour, dans sa critique solidaire, mais critique, de la révolution russe et des bolcheviks, qui a mis en évidence cette question. Peu après, elle-même fut conduite à s'opposer à la convocation d'une assemblée constituante en Allemagne, comme Blanqui s'y était déjà opposé en France au printemps 1848 : mais le problème n'était pas que cette assemblée était mystérieusement condamnée à être une institution bourgeoise en raison d'on ne sait quelle malédiction attachée au suffrage universel direct (pour lequel Rosa Luxembour a combattu toute sa vie !), mais qu'elle était convoquée dans **une situation où la question de l'appareil d'État, du corps des officiers, de l'armée, n'avait pas été réglée**, appareil d'État et armée étant toujours ceux du capital : et donc une

assemblée se subordonnant à ce cadre ne pouvait être souveraine. Rosa Luxembourg a cependant, à juste titre, préconisé la participation des spartakistes à ces élections, participation refusée par leur majorité, gauchiste avant la lettre, selon laquelle seuls les «conseils ouvriers» étaient envisageables. L'affrontement décisif en Allemagne en janvier 1919, où elle a perdu la vie à son poste de combat, ne s'est pas déroulé sur le thème «pour ou contre les élections» ou «pour ou contre la constituante», mais sur la question de la force, des armes, de la nécessaire destruction du corps des officiers et de l'armement du prolétariat.

Le contenu de classe d'une institution est variable et n'est pas nécessairement attaché à la forme de celle-ci. Il peut exister et il existe des instances de démocratie «directe» ou «participative» parfaitement bourgeoises, voire bonapartistes ou fascistes. Et réciproquement aucune malédiction n'est attachée à la forme consistant à élire une assemblée à l'échelle nationale qui la rendrait toujours bourgeoise, ou qui en limiterait la validité aux seuls «pays coloniaux et semi-coloniaux».

Démocratie et assemblée constituante en Algérie.

Le thème de l'assemblée constituante en Algérie apparaît comme un aspect du débouché politique naturel dont a besoin et vers lequel tend le Hirak. D'une part, le développement même de la lutte au moment présent le nécessite et tend à l'exprimer : s'il faut en finir avec le régime et le système, alors il faut des élections générales pour refaire toute la constitution, garantir la démocratie. Donc une assemblée constituante souveraine.

D'autre part, c'est autour de ce mot d'ordre que le mouvement national révolutionnaire, démocratique et anti-impérialiste algérien, c'est-à-dire l'Étoile Nord-Africaine puis son héritier le PPA-MTLD, s'est structuré. Par la constituante, la nation devait se «constituer», justement, selon un mouvement partant d'en bas.

Inverse était la conception du FLN, qui dut cependant faire semblant de concéder une «constituante» en 1962, mais ce n'en était qu'une caricature, comme l'ont immédiatement dénoncé son président, le libéral-démocrate Ferhat Abbas, et Aït Ahmed, leader de la composante kabyle du FLN qui allait faire scission.

Désormais le thème de la constituante fut défendu en Algérie, d'une part, par le FFS (qui devait ultérieurement adhérer à l'Internationale socialiste), d'autre part par les derniers messalistes puis les courants trotskystes dits «lambertistes», à l'origine de l'actuel PT.

Fait très significatif, ce mot d'ordre soi-disant «démocratique bourgeois» est devenu celui du PST (Parti Socialiste des Travailleurs), lié au courant international de la IV^e Internationale «mandélienne», qui a joué un rôle significatif au démarrage du printemps berbère en 2001, alors qu'il n'était pas le sien à ses origines (on cherchera en vain la constituante, et la thématique «purement» démocratique en général, dans la brochure fondatrice, mais en somme préhistorique, de ce courant, *La crise du capitalisme d'État et du bonapartisme en Algérie*, adoptée par le GCR, Groupe Communiste Révolutionnaire, en 1978). Le PST, constitué en 1989, a été poussé à accorder une place croissante aux mots d'ordre démocratiques et s'est finalement à son tour structuré et affirmé autour du thème de la constituante souveraine.

On notera que dans l'extrême-gauche algérienne, deux organisations ne mettent pas du tout ce mot d'ordre en avant.

L'Union des Travailleurs Socialistes, issue d'une scission du PST en 2012 autour de son ancien dirigeant

Chawki Sahli, semble plus proche des origines de ce courant, s'imaginant que l'État algérien serait par lui-même et malgré tout un pas en avant vers le socialisme (comme le disait l'ancien dirigeant de la IV^e Internationale Michel Raptis dit Pablo, qui conseillait Ben Bella et passait pour l'inspirateur des lois «autogestionnaires» dans l'agriculture), et ne parle pas du tout de constituante. D'ailleurs, il n'y a pas, selon l'UTS, de révolution aujourd'hui : «*c'est juste une Intifada*» (sic).

Le groupe Voix Ouvrière pour le Socialisme, lié à l'organisation française Lutte Ouvrière et créé ce printemps, ne minimise pas, quant à lui, le mouvement actuel, même s'il semble hésiter à parler de révolution, et préconise que les travailleurs en prennent la tête en élisant leurs propres délégués afin de «*contester le pouvoir des grands patrons nationaux et internationaux qui sont les vrais responsables de notre misère et de notre oppression.*».

Certes, certes ... mais les «grands patrons» dominant par des États, et c'est contre l'État algérien que se dresse la révolution algérienne ...

Démocratie et assemblée constituante : la question des armes et de l'État.

Dans le mouvement actuel, FFS, PT et PST, ainsi que le COSI (Comité d'Organisation des Socialistes Internationalistes d'Algérie, récemment créé en jonction avec le courant international qui anime, en France, le POID, depuis la scission de 2015, le PT algérien étant lié au POI), sont donc les courants qui défendent le mot d'ordre de constituante. Les informations qui viennent d'Algérie sont tout à fait concordantes : ce mot d'ordre est reçu avec la plus grande sympathie dans les manifestations et rassemblements, mais il ne survient guère spontanément. Pourquoi ?

Parce que les masses sont engagées dans la bataille révolutionnaire pour en découdre avec l'État en place et n'ont pas ou pas encore les armes, au sens propre, assurant leur sécurité et leur prédominance dans l'affrontement.

C'est cela qui rendrait possible la souveraineté d'une constituante. Tout discours sur «la constituante» en général, expliquant que c'est «la» forme démocratique par excellence permettant le respect du mandat et la satisfaction des revendications populaires, etc., etc., passe à côté de cette question cruciale de la révolution et de la démocratie, qui est celle de la destruction de l'appareil d'État du capital. C'est cela, la souveraineté de l'assemblée constituante.

Et il faut le dire - comme l'avaient dit les élus du FOCEP, le Front Ouvrier, Paysan, Étudiant et Populaire au Pérou en 1978, formant un groupe dans ce qui, justement, n'était pas une constituante *souveraine*, mais une constituante *octroyée*, comme ont été octroyées depuis les constituantes vénézuélienne ou tunisienne.

Des discours généraux sur «la constituante souveraine» comme panacée ne peuvent, de plus, que nourrir les contre-tendances gauchistes avec des formulations telles que celles de l'UTS ou de VOS, que nous avons signalées.

Les discours des trois principales organisations défendant le mot d'ordre de constituante souveraine en Algérie, FFS, PT et PST, posent tous ce problème, mais aussi leur critique par le COSI. Dans la dernière partie de cette contribution, nous reviendrons sur leurs positions récentes et présentes.

Contrôle des moyens de production.

Vaste mouvement démocratique affrontant l'État, la révolution algérienne pose par cela-même la

question de la propriété des moyens de production. Nous avons cité ci-dessus le discours de VOS selon lequel s'en prendre à l'État, ce ne serait pas s'en prendre «aux patrons». On retrouve ce discours en France chez tous ceux qui expliquent par exemple que les «gilets jaunes» ne s'en prennent pas ou pas assez «au Medef» et que renverser Macron ne changera rien. Nous sommes ici dans une routine profondément imprégnée de l'ignorance du B.a.-ba du marxisme selon lequel toute lutte de classes est une lutte politique. Tout affrontement sérieux avec le patronat est affrontement avec l'État, son État, et réciproquement.

Dans le cas algérien, la question du contrôle des moyens de production passe par la politique. Une assemblée constituante souveraine aurait précisément à gérer le pétrole, le gaz, à prendre en compte les intérêts généraux de l'humanité pour passer des hydrocarbures à une ressource bien plus abondante en Algérie, le soleil, à lutter contre la sécheresse en gérant les plantations, à organiser l'économie et la distribution de l'eau, et à rompre avec les liens de dépendance que le régime soi-disant nationaliste et anti-impérialiste n'a pas manqué de tisser avec le FMI et la Banque mondiale ainsi qu'avec la France et les États-Unis, voire la Chine. Les questions de démocratie et de souveraineté conduisent aux questions de propriété, non celle de l'échoppe de l'artisan, mais celle du capital et de la terre.

Le discours selon lequel une vraie démocratisation de l'Algérie passerait par sa pleine intégration à la «mondialisation» et à l'«économie de marché», selon lequel la fin de l'oligarchie consisterait dans l'avènement d'un «vrai» capitalisme algérien, étant donné la perte des illusions attachées à l'État «anti-impérialiste» et le cours de l'histoire mondiale de ces dernières décennies, est un discours qui a forcément une forte prégnance et des adhésions spontanées, mais pourtant son passage dans la réalité est une toute autre affaire.

Car l'Algérie est bien un pays capitaliste, régi par le marché, et intégré à la mondialisation, et le canal de tout ceci consiste dans son État oligarchique ou dans son oligarchie étatique, qui sont donc aussi le canal des contre-réformes sur les retraites, l'emploi ou les études universitaires, et les privatisations ne sont en rien des ventes libres dans un marché non faussé, mais, comme de bien entendu, des arrangements pour doter les hommes de la caste.

La crise du régime ces dernières années, préparant l'explosion actuelle, a vu des ruptures dans les sphères militaires et en même temps des mises en cause de Bouteflika venant de secteurs patronaux. L'homme le plus riche d'Algérie, Issad Redrab, patron du groupe Cevital, magnat de l'agro-alimentaire, propriétaire de Fagor-Brandt, entreprise hispano-française leader dans l'électro-ménager, à la pointe ces dernières années dans l'accumulation par dépossession des paysans africains (*land grabbing*), se déclare opposant depuis 2015 et voulait se faire passer pour l'alternative libérale à Bouteflika, comme si une telle fortune pouvait être indépendante du «système», de sa corruption, de ses passe-droits - son ascension avait commencé de longue date par le secteur para-étatique de la métallurgie avant son décollage international depuis une dizaine d'années.

Le groupe au pouvoir de Gaïd Salah a procédé à des arrestations dans les milieux du grand patronat, pour tenter de donner une fausse satisfaction aux manifestants, et il s'en est pris à la fois à Issad Redrab et aux oligarques considérés comme proches de Bouteflika. Ces convulsions indiquent qu'une transition d'un système à fort secteur nationalisé vers une économie totalement «ouverte» et privatisée ne serait pas un passage à la démocratie : l'économie algérienne «ouverte», ce qu'elle est déjà largement en réalité, serait dominée par une mafia de grands capitalistes assez analogue aux clans actuels.

La différence réside dans l'échelle de leur activité (ce que le déploiement, tout récent, des champs d'investissement de Redrab montre bien), passant d'un capitalisme faussement «national» à la gestion

de flux à l'international, tournés notamment vers l'exploitation du continent africain en voulant faire de l'Algérie une plate-forme relais entre Europe et Afrique.

L'exigence démocratique conduit assez logiquement à l'exigence de contrôle des grands investissements, et ce n'est pas un Gaïd Salah qui peut exercer ce contrôle, mais les organes d'exécution d'une assemblée constituante souveraine soumise à la mobilisation populaire.

Organisations : syndicats.

Finalement la révolution algérienne pose la question, de manière rapide, des organisations des exploité-e-s et opprimé-e-s, et de leur forme.

Un aspect central des événements en cours est la bataille des salariés dans tout le pays pour disposer d'organisations syndicales indépendantes. Cette bataille a pris une forme double et souvent combinée, celle de la reconquête de l'UGTA qui passe nécessairement par l'application du plus énergique «dégagisme» à l'encontre de tous ses dirigeants, et celle de la formation de syndicats indépendants en dehors de l'UGTA, groupés dans la CSA, Confédération des Syndicats Autonomes, créée fin 2018 à partir de syndicats de l'enseignement et de la santé. Il ne semble pas que les deux processus s'opposent, mais plutôt qu'ils se complètent.

Prévenant un raz-de-marée qui pouvait le «dégager», l'appareil dirigeant de l'UGTA se ripoline, sans tromper personne. Dans un congrès tenu en catastrophe début juin, il a désigné un nouveau secrétaire général pour 5 ans, Labatcha Salim, dirigeant de sa branche agro-alimentaire depuis 2011. Selon *Jeune Afrique*, il est «perçu comme l'homme-lige du pouvoir». Remarquable «syndicaliste» de l'agro-alimentaire, domaine du capitaliste I. Redrab : selon *El Watan*, L. Salim a «finit au fil des ans par développer des relations très étroites avec des groupes spécialisés dans l'agro-industrie» et il «était connu pour être l'organisateur des ventes au détail des produits alimentaires durant le mois du Ramadan». C'est aussi un ancien député du PT, qui avait tenté un «putsch» contre L. Hanoune dans ce parti en 2016 et en avait été exclu.

La wilaya d'Alger, principale du pays, a boycotté le congrès de l'UGTA et les syndiqués ont muré le siège de l'UGTA à Tlemcen. Bref, la lutte continue.

Organisations : assemblées générales et coordinations de délégués.

Au-delà de la question, essentielle, du syndicalisme indépendant, la révolution soulève bien entendu celle d'organes populaires élus et de leur coordination. Il est bien évident que dans chaque localité des groupes se coordonnent pour fixer et organiser a minima les manifestations. Cependant, la forme même de la mobilisation, consistant en manifestations gigantesques et répétées, ne permet que peu la constitution de structures plus durables telles que des assemblées générales élisant leurs délégués à des coordinations de délégués.

C'est au niveau des étudiants que les choses sont les plus avancées dans ce sens, dans le cadre d'un rythme que ni la répression, ni le ramadan, n'ont pour l'instant suspendu : manifestations de masse le vendredi, manifestations étudiantes le mardi. Un niveau d'auto-organisation populaire plus important est nécessaire par les grèves très nombreuses, d'où découle justement la bataille de reconquête de l'UGTA.

Tous les groupes se voulant révolutionnaires cités dans cette contribution déplorent ou constatent sans trop l'expliquer le fait qu'en dehors du champ syndical (en réalité très politique : la reconquête de

l'UGTA va avec la chute du régime) les formes d'auto-organisation relativement pérennes ne sont pas suffisamment développées. Il y a incontestablement une poussée vers l'auto-organisation, mais il lui faut pour se développer plus avant des raisons, allant au-delà de l'organisation des manifestations. Nous y reviendrons.

Organisation : les femmes.

Un aspect essentiel de ce développement est celui de l'auto-organisation et de l'auto-défense des femmes. Comme le dit le manifeste adopté par 17 organisations et de nombreux groupes indépendants venus de toute l'Algérie à Tighremt les 20-22 juin, «*La présence massive des femmes dans les marches a étonné ceux qui n'avaient pas enregistré notre progression dans la vie publique. Présence qui en elle-même est une avancée dans notre combat.*» Trait que l'on retrouve au Soudan.

La journée du 8 mars, qui tombait un vendredi, a été un grand moment dans ce déploiement et dans la montée du Hirak lui-même, dynamisé et galvanisé par la participation féminine massive.

En même temps, comme le souligne le même manifeste, ceci a provoqué des agressions et des intimidations, venant soit du pouvoir, soit des islamistes et de beaucoup de religieux, soit de secteurs ayant des préjugés rétrogrades, et de vrais affrontements se sont produits, qui ont renforcé à la fois la mobilisation des femmes et le Hirak en général. Il faudrait ajouter que la répression policière a vu des flics violer ou humilier des femmes : la dénonciation de la violence faite aux femmes est au cœur du combat pour détruire le «système», son code de la famille et sa *hogra*.

L'agression d'une personne transgenre par des jeunes hommes lors d'un rassemblement algérien à Paris, personne qui s'est défendue énergiquement, et qui a ensuite reçu le soutien d'organisations algériennes, souligne que cette auto-organisation et cette auto-défense vont s'imposer aussi aux minorités sexuelles. L'émancipation des femmes comme le droit à une sexualité et une vie privée libres de toutes ingérences sont des revendications démocratiques liées à la construction d'une nation démocratique débarrassée du «système», et sont en même temps des facteurs puissants de clarification et d'affrontements avec les forces politico-religieuses.

L'auto-organisation des femmes est en train de s'affirmer comme l'un des moteurs de l'auto-organisation populaire tout court.

Organisation : partis.

Syndicats indépendants, formes soviétiques d'organisation, organisation autonome des femmes. Finalement et de manière concentrée, dans la mesure où la question posée mais non résolue est celle du pouvoir politique, la révolution algérienne soulève le besoin d'une représentation politique démocratique, autrement dit d'un parti révolutionnaire.

Cette question ne s'aborde pas plus que les autres à partir d'une sorte de monde des Idées dans lequel se trouverait un «programme» préalable à la construction d'un «parti». Bien sûr, l'héritage politique, culturel, historique, formant une tradition révolutionnaire et comportant des éléments programmatiques, est important pour agir, mais cette action n'a jamais consisté à écrire d'abord un «programme d'action» qui, ensuite, s'incarne dans une «avant-garde» et, pour finir, devient «un parti». Aucun parti ne s'est jamais construit ainsi, et certainement pas le parti bolchevik.

Pour aborder cette question, il nous faut examiner comment se positionnent les forces politiques existantes par rapport à cette question du pouvoir en Algérie, du débouché politique et de la

perspective révolutionnaire. Nous avons dégagé un critérium, nécessaire mais pas forcément suffisant : le fait d'avancer la perspective d'un renversement du régime et du système associé à une assemblée constituante souveraine.

III) Devant la question du pouvoir ... et des armes.

Montée des tensions et regroupements de forces.

Tout le monde sent bien que les choses ne vont pas pouvoir durer éternellement ainsi : un pouvoir non élu, sans aucune légitimité - il en a encore moins que n'en avait Bouteflika !- et des manifestations de la majorité de la population affirmant l'autre pouvoir possible, celui du peuple et de la démocratie, tandis que l'armée est toujours là.

Le vendredi 5 juillet fut l'acte 20 du «Hirak pour les libertés et le droit» et l'anniversaire de l'indépendance. On ne trouve guère de dénombrement du nombre de manifestants, si ce n'est pour dire qu'il fut supérieur à tout ce que l'on a vu depuis l'acte 1, le 22 février. Cela laisse penser qu'ils étaient 20 millions, 25 millions ...

Le général Gaïd Salah répète des discours agressifs dans lesquels la démocratie en Algérie consiste dans le plein contrôle du pays par ses dirigeants, point barre. La répression s'intensifie progressivement. G. Salah a appelé, le 19 juin, à pourchasser les drapeaux berbères censés menacer le pays de dislocation, pur discours de provocateur policier. Il suggère que le Hirak est le fruit d'un complot ... attribué aux anciens chefs de la Sécurité Militaire et du DRS (Département du Renseignement et de la Sécurité), ce qui produit l'hilarité générale en même temps qu'une sourde inquiétude : de quoi est capable un pouvoir capable de tels mensonges ?

Les purges menées par le pouvoir ne sont pas négligeables. La faction en place depuis 1999 a effectivement chu, mais c'est une autre faction du même système qui a pris sa place.

Donc, la situation se tend. Des initiatives de «sorties de crise» auxquelles personne ne croit sont prises, comme la «conférence nationale de dialogue» ouverte le 6 juillet, où le pouvoir désigne ses opposants - l'on notera qu'il aime avoir des «islamistes» dans le rôle des «opposants».

Dans ce contexte, les trois principales forces politiques à se réclamer de la «constituante souveraine», FFS, PT et PST, ont formé une sorte de «front démocratique» boycottant la «conférence nationale», avec le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie), l'UCP (Union pour le Changement et le Progrès) - ces deux derniers partis sont liés à des secteurs du régime-, les partis issus de l'éclatement du PAGS, l'ancien PC (structurellement inféodé au régime), dans les années 1990 (MDS, PLD), et la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme. Ce texte exige immédiatement la libération de toutes et tous les emprisonnés, les droits démocratiques et appelle ensuite à une «concertation et un dialogue sans préalable», pour un «processus constituant souverain».

Le fait que des partis comme le RCD parlent de «processus constituant» situe bien l'ampleur de la crise. Mais de la part du FFS, du PT et du PST, cet appel est en retrait sur leur position officielle qui explicite l'appel à une «assemblée constituante souveraine», que l'on n'y retrouve pas.

Quelles étaient, jusqu'à la signature de cet appel, les positions des trois organisations voulant «une constituante» et leur évolution ?

Front des Forces Socialistes.

Le FFS, aujourd'hui une vieille organisation en crise, mais ayant une base de masse, turbulente, défend «*l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante pour construire un nouveau contrat social et politique et poser le socle d'une Deuxième République qui sera basée sur des institutions et des règles démocratiques*».

Si, nous le verrons, la nécessité de liquider l'appareil bureaucratique et militaire de l'État existant n'est pas abordée côté PT et confusément côté PST, nous avons ici une position associant la défense formelle de l'assemblée constituante au sauvetage et donc au maintien de cet appareil, même «réformé». Sur cette base le FFS défend une «*transition démocratique*».

Le terme de «transition» a historiquement servi à désigner la «transition» du franquisme à la monarchie espagnole, de la dictature de Pinochet et des généraux argentins à des régimes parlementaires, et des régimes staliniens à des régimes «démocratiques» préservant le noyau des anciens États, notamment le FSB, ex-KGB, en Russie, tout en s'ouvrant au grand flux des capitaux mondiaux. Dans tous ces cas de «transition», on cherchera en vain, et pour cause, la moindre esquisse d'une amorce de constituante !

Partant, la direction du FFS, dans un contexte de conflits internes et de contestations par les militants, se déclare disposée à entrer dans une véritable «ouverture» avec les dirigeants de l'État si ceux-ci voulaient bien tendre la main, et semble, logiquement, parler en conséquence de plus en plus de transition et de moins en moins de constituante. Sauf qu'à défaut de constituante la «transition» ne vient pas ...

Parti des Travailleurs.

Le PT est une organisation importante : le principal parti ouvrier indépendant en Algérie. Que le courant trotskyste dit «lambertiste» ait permis cela est à mettre au crédit de son ancrage dans la défense de l'indépendance algérienne en solidarité avec le PPA-MTLD puis le MNA, interrompue en 1958 lorsque Messali, dont les maquis sont massacrés par le FLN, capitule en acceptant sa propre «paix des braves» avec De Gaulle. C'est probablement cet héritage qui a fourni la capacité au Comité de Liaison des Trotskystes Algériens puis à l'Organisation Socialiste des Travailleurs de s'implanter, aboutissant à la proclamation du PT en 1990. Louiza Hanoune acquiert alors une célébrité méritée en tant que militante féministe et laïque combattant le code de la famille, tout en condamnant la répression contre les islamistes. Le thème de la constituante est ici originel (comme il l'était chez les messalistes).

Mais ce parti s'engage en 1995 dans le «processus de Sant'Egidio» avec notamment le FLN, le FIS et le FFS, qui, au nom du retour à la paix civile, prépare la reconstitution de l'État existant en Algérie, ce qui sera chose faite en 1999 avec l'élection de Bouteflika. La constituante est alors un mot d'ordre pour les dimanche et jours de fêtes.

La direction du PT s'est associée, avec la peine complicité, si ce n'est la caution ou l'impulsion, de Pierre Lambert en France et de ses camarades les futurs frères ennemis du POI et du POID Lacaze et Gluckstein, au bonapartisme de Bouteflika, s'engageant à fond à ses côtés contre le printemps berbère en participant aux élections boycottées par presque toute l'opposition, lui demandant de «défendre l'État» et le secteur nationalisé, dénonçant, de manière stalinisante, la main de l'étranger et le complot des «forces obscures» dans bien des manifestations et soulèvements.

Dans ces conditions, il est difficile de dire dans quelle mesure les victoires électorales locales du PT et ses scores nationaux (4,2% aux présidentielles de 2009, c'est-à-dire ... n°2 après Bouteflika !) reflètent

pour partie les manipulations de la Sécurité militaire et pour partie un vrai vote ouvrier cherchant sa propre organisation. Compte-tenu de tout cela, la «constituante» est un mot qui fait partie de l'identité du PT, mais généralement comme formule platonique et décorative.

Les liens avec la Sécurité Militaire et l'appareil d'État ne font pas de doute, même s'il est difficile d'en établir la nature exacte. En 2016 l'appareil du PT algérien connaît une crise confuse et violente qui semble avoir répercuté des conflits internes à l'appareil d'État : c'est là que le tout récent secrétaire général de l'UGTA rompt avec le PT.

L' «Entente internationale des travailleurs et des peuples» qui est censée être une sorte de front unitaire élargi dont la «IV^e Internationale» reproclamée en 1993 par le courant de l'ancienne OCI française est le noyau, a tenu plusieurs conférences et réunions internationales à Alger, accueillies par le dirigeant des syndicats UGTA inféodés à l'État en 2010 - avant la scission POI/POID, et après celle-ci début 2018. Compte-tenu de ce qu'est le régime algérien, ceci n'est concevable qu'avec des liens établis au sommet de cet État.

En février 2018, juste avant l'ouverture de la crise révolutionnaire que l'on peut dater du 22 février, L. Hanoune conseille publiquement Bouteflika : s'il veut «*réellement convaincre les Algériens qu'il est pour des réformes profondes*» il peut convoquer une constituante (lui, Bouteflika !) ou même juste une «*nouvelle assemblée nationale*».

Quand les manifestations commencent, elle appelle à y participer à titre «individuel» - et s'en fait virer, le 1^{er} mars.

Le 4 mars, amorce d'un tournant ? «*L'assemblée constituante est à l'ordre du jour*». Ah, mais ! ... notons que L. Hanoune éprouve le besoin de préciser que «*Les hommes d'affaires brisés par l'oligarchie y auront leur place.*» ...

Elle renonce à se présenter aux présidentielles, puis demande le retrait de Bouteflika lorsqu'il devient inévitable, idem pour le report indéfini des élections. Mais c'est pour demander un «*gouvernement technique*» de transition, composé de ... de «*femmes et d'hommes probes et patriotes*», comme de bien entendu !

Finalement, fin mars, le PT affirme que l'exigence de convocation (mais par qui ?) de la constituante souveraine constitue la question immédiate et urgente. En somme, les fondamentaux se rappellent, mais un peu tard et avec bien des aspects non résolus ...

Le PT rappelle ses députés, jugeant, certes un peu tard, illégitime l'assemblée nationale. 6 sur 11 préférèrent y rester.

Le 12 mai, L. Hanoune est incarcérée et l'est encore à présent. Le motif d'inculpation situe cette arrestation dans le cadre des règlements de compte entre le nouveau clan au pouvoir, du général Gaïd Salah, et le clan Bouteflika, établissant - ce que la direction du PT n'a pas démenti - que, le 27 mars, celle-ci se réunissait en secret avec le frère de Bouteflika et le général Toufik - Mohamed Mediène dit Toufik, l'homme clef des «organes» (Sécurité Militaire), l'un des vrais chefs de l'État dans les années 1990, formé en URSS par le KGB, tout récemment lâché par ses pairs affolés par le soulèvement populaire ...

Bien entendu, le régime et quelque clan du régime que ce soit n'ont aucune légitimité pour juger ou incarcérer Louiza Hanoune et qui que ce soit, et sa libération doit être exigée

inconditionnellement.

Cette arrestation, l'un des faits marquants de la situation présente en Algérie, a donc utilisé les graves compromissions de la direction du PT avec l'appareil d'État pour donner un avertissement et frapper l'ensemble du mouvement social et démocratique. Elle «redore le blason» du PT, à nouveau en proie à la répression, et dont la majorité des militants sont sans nul doute sincèrement engagés dans la lutte pour la chute du système et la démocratie.

Mais qui peut convoquer une constituante qui ne soit pas octroyée ?

Parti Socialiste des Travailleurs.

Comparé au FFS d'une part, au PT d'autre part, le PST est le parti nationalement constitué en Algérie qui a mené la campagne la plus «sincère» pour l'assemblée constituante souveraine, sans restriction ni instrumentalisation. En effet, il n'a pas lié ce mot d'ordre à une transition préservant l'État existant, comme le FFS, et ne l'a pas modulé selon ses relations avec la Sécurité Militaire, comme la direction du PT.

Pour autant, son positionnement apparaît souvent confus et fragile. Son secrétaire général, Mahmoud Rechidi, interviewé par *El Watan* en mai (interview diffusée en France par le NPA), estime que le pouvoir cherche une «*transition contrôlée*», sans dire vers quoi d'autre que le maintien de l'existant, mais à la question du rôle de l'armée, il répond «*Commençons d'abord par ne pas faire de l'armée un frein*». Ce qui veut dire ? Il faudrait, poursuit-il, que l'armée puisse «*lever les entraves aux libertés*», alors que le pouvoir actuel lui impose un autre rôle. Les entraves aux libertés pleinement levées, on pourrait élire une constituante, parce que «*une Assemblée constituante souveraine, représentative, c'est important...*». Pour y arriver, il faut impulser «*l'auto-organisation*» avec l'élection par le Hirak de ses propres représentants (mais comment ?). Mais en attendant, à la question de *El Watan* affirmant que le PST envisage «*un gouvernement provisoire*» pour diriger ce «*processus*» avant que tout le pouvoir n'ait dégagé, M. Rechidi répond: «*Oui. Les propositions ne manquent pas et on ne va pas en rajouter.*»

Difficile de s'y retrouver ... En particulier, ce «gouvernement provisoire» est-il autre chose que le «gouvernement de techniciens» «patriotes et probes» (sic) dont parle L. Hanoune ? On ne sait trop. Au-delà de l'idée générale qu'il faut aller de l'avant, et qu'en poussant un peu par tous les sens on espère arriver à quelque chose sans que l'armée, dont l'existence n'est en tant que telle ni mise en cause ni analysée, n'intervienne contre le peuple ; nous avons ici une grande confusion et une grande incertitude.

La critique du COSI.

Le COSI, récemment constitué dans le feu des événements comme section du CORQI (Comité d'Organisation pour la Reconstitution de la IV^e Internationale, censée avoir été reproclamée en 1993 puis être à nouveau mise en péril depuis 2015), est un petit groupe, mais il est celui qui défend la perspective de la constituante tout en affirmant présenter une critique radicale des positions des trois partis dont nous venons de parler, qui, selon lui, ne mènent pas réellement ce combat, et tout en appelant à l'unité de tous les courants et militants voulant cette vraie démocratie en Algérie. Ses publications et prises de positions sont diffusées en France par le POID.

Sa critique vise plus particulièrement L. Hanoune: «*... le processus révolutionnaire a fait apparaître dans sa nudité l'orientation imprimée par sa secrétaire générale [du PT] depuis de nombreuses*

années : l'adaptation aux besoins du régime ou à tout le moins d'une fraction de celui-ci pour en sauver l'essentiel ...». Il ne faut pas donner dans les «conseils aux dirigeants», il faut dire clairement : «Régime dégage, Système dégage, assemblée constituante !».

Cette orientation soulève deux questions.

L'une concerne l'histoire et l'analyse des racines des positions de L. Hanoune. Elles datent de quand ? Selon le POID et le COSI, «le processus révolutionnaire» algérien a «fait apparaître dans sa nudité» la compromission de L. Hanoune. Ceci était en fait connu bien avant. Ce qu'a produit le «processus révolutionnaire», c'est la nécessité de se démarquer et de critiquer cette orientation. Lors de la scission de 2015 entre POI et POID, prolongée internationalement entre la «IV^e Internationale reconstituée» et le CORQI, aucune discussion publique n'avait touché à ce tabou : le PT algérien. C'est que le rapprochement entre la direction du PT et un secteur du pouvoir au nom de la «paix civile» et de la «stabilité» remonte loin. Il est, en fait, concomitant à la «reproclamation de la IV^e Internationale» sous l'égide de Pierre Lambert en 1993, l'existence du PT algérien ayant été censée prouver la validité de cette orientation, puis s'est développé à partir du processus de San't Egidio et affirmée brutalement dans la participation aux élections faisant suite à la répression du printemps berbère. Il ne s'agit pas là seulement de L. Hanoune, sur laquelle on ne saurait faire reporter toute la responsabilité d'une dérive qui n'a rien eu d'anecdotique, mais qui joue un rôle actif et négatif à l'encontre de la capacité du prolétariat algérien à s'affirmer politiquement.

L'éclaircissement «historique» de cette première question est un sérieux défi pour le POID, qui n'a pas forcément envie de le relever, car il exige d'aller à la racine des problèmes à l'origine de la scission du courant «lambertiste» en 2015. On aura l'occasion d'y revenir, cet article étant déjà long. Avec l'autre question, nous en arrivons à notre conclusion.

Que faire?

Cette autre question en effet est immédiate et liée au processus révolutionnaire. On peut critiquer la déclaration des «partisans de la démocratie» qui ne parle pas d'assemblée constituante, sauf qu'il y a un point commun à ses critiques du COSI et à ses signataires partisans d'une telle assemblée : aucun ne nous dit comment la convoquer.

N'importe quelle manifestante, n'importe quel manifestant algérien, peut trouver très souhaitable l'élection d'une assemblée constituante souveraine. Mais dans l'immédiat, il va continuer à manifester en criant «système dégage» et en espérant et appréhendant à la fois les affrontements physiques de plus en plus prévisibles. De quoi ont besoin cette manifestante et ce manifestant ?

Si aucune force politique ne l'éclaire là-dessus, il ne va trouver grand-chose à y redire, sans être enthousiasmé pour autant, aux positions des partisans du «processus constituant» : il faut bien essayer de sortir de l'impasse d'une façon ou d'une autre.

Il y a donc nécessité, pas seulement de chanter les charmes de la constituante, mais d'avancer concrètement des propositions pour sortir de l'impasse. Est-ce si difficile?

Reprenons ! Il faut renverser Gaïd Salah et compagnie, et plus le temps passe plus :

- La situation économique et sociale se dégrade et la faillite du pays approche ; il faut conjurer la catastrophe imminente.
- Les combines et les embrouilles pour une «transition» qui, par définition, ne transite vers rien

du tout s'accroissent, même quand on parle en même temps de constituante.

- Et la répression s'accroît, et tout à coup ils vont tirer, en masse, et on y pense tout le temps et on ne sera pas prêts pour autant ...

Alors ?

Alors premièrement, s'il s'agit d'imposer la démocratie et une assemblée constituante souveraine, il est clair que ce n'est pas plus Gaïd Salah que ce ne pouvait être Bouteflika, qui va la convoquer. C'est au peuple lui-même de l'élire, en dehors des organes du système et donc de son appareil d'État.

Des comités d'organisation des élections constituantes, organismes de pouvoir populaire entreprenant la tâche de réaliser ici et maintenant la démocratie, pourraient en même temps donner à l'auto-organisation, au bond en avant de l'auto-organisation, sa raison d'être, c'est-à-dire sa perspective politique (comme disait le Vieux : *«A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir»*).

Donc, on ne fait pas que parler de constituante, on passe aux travaux pratiques et du coup, ceci est un formidable accélérateur de l'organisation «soviétique» des masses.

Mais Gaïd Salah and co ne vont pas apprécier. Ne risque-t-on pas un bain de sang ?

Ni plus, ni moins (hélas, mais il faut dire la vérité) que d'ores et déjà, et plutôt moins en fait dans la mesure où les masses se renforcent.

En s'engageant concrètement vers l'élection de leurs représentants à tous les niveaux, en décidant d'assumer concrètement l'élection de la constituante, elles sont aussi confrontées à la nécessité de protéger leurs assemblées, d'envisager leur auto-défense et de se procurer, il faut le dire, des armes, et aussi de rallier ceux des militaires qui peuvent l'être, **ce qui ne peut que découler de l'affirmation de leur cohésion et de leur organisation.**

Ne prétendons pas indiquer ici une voie facile. Mais c'est sans doute la plus réaliste.

Il y a beaucoup de militants se voulant révolutionnaires. Les uns trouvent qu'une constituante ça ne fait pas assez révolutionnaire, les autres que c'est «le» mot d'ordre s'il est vraiment mis en avant sans compromission et atténuations. Les uns et les autres ont un point aveugle : la révolution est là et ils ne voient pas ce qu'elle implique. Ce qui manque, c'est bien un parti, certes, car une force politique nationale donnant de telles perspectives à présent en Algérie serait une donnée qui modifierait la situation. On ne peut le faire exister ni en claquant des doigts, ni en trépignant sur le fait qu'il manque, qu'il manque, qu'il manque ... Il n'est pas d'autre choix que de mettre en discussion, en tant que centre de discussion et de propositions politiques, ce qu'il faudrait «dire aux masses» pour réellement les aider à donner forme à ce qu'elles portent en elles.

Vincent Presumey, le 12 juillet 2019.

Retrouvez nos publications sur notre site web : <https://aplutsoc.org/>
